

DERNIÈRES REMARQUES

Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre

Je voudrais conclure en donnant la parole à tous les intervenants pendant deux ou trois minutes pour des commentaires ou des questions finales et pour discuter de la manière dont nous pouvons avancer ensemble en termes de communication avec nos décideurs, ce qui me semble important. Ce que vous avez à dire m'intéresse beaucoup et je serais reconnaissante si l'auditoire pouvait rester silencieux pendant le reste de la séance. Je commencerai avec Jeffrey.

Jeffrey Lewis, partenaire et membre du comité exécutif du cabinet de droit international Cleary Gottlieb

Pour moi, la question essentielle est de savoir quel rôle les gouvernements vont jouer dans la transition énergétique. D'après ce que nous avons entendu au cours de toutes ces discussions, qu'il s'agisse d'avoir un impact positif en contribuant à combler le déficit d'investissements requis, de traiter la question de la modernisation des réseaux intelligents ou de contribuer à permettre le développement de minéraux essentiels pour la transition, comme le cuivre, je pense que les gouvernements vont devoir adopter une approche plus active et visionnaire de la transition énergétique en général, sinon nous ne ferons pas beaucoup de progrès.

Nicolas Piau, co-fondateur et président de Tilt Capital

Nous parlons du gaz et de la manière dont nous développons des projets gaziers sur 20 ou 30 ans. Je pense qu'il existe un instrument qui a été très peu utilisé, et ce sont les garanties. Il n'est pas nécessaire de mettre de l'argent sur la table, il suffit de garantir un rendement minimum. Si, à un moment donné, vous dites que vous avez remplacé le charbon par du gaz et que cela a fonctionné sur la durée et qu'à un autre moment donné, vous devez remplacer le gaz par autre chose, tant que l'investisseur ne se trouve pas dans une situation difficile, le gouvernement peut intervenir. Cela se fera probablement au bout de 15 ans, donc du point de vue du gouvernement, c'est tout à fait équilibré, l'argent n'est pas mis sur la table, vous fournissez simplement une garantie. Je pense que c'est le genre de mécanisme auquel nous pourrions réfléchir.

Le deuxième élément est que je pense que nous devons travailler davantage à l'intégration des externalités. Ce serait un appel aux économistes, mais je pense que nous faisons un très mauvais travail en matière de réforme du modèle d'évaluation des actifs financiers.

Tomás Lanardonne, expert en réglementation et commerce dans le domaine de l'énergie, associé fondateur de MHR Abogados (Argentine et Uruguay)

Je voudrais ajouter quelques mots au nom de l'Argentine. Tout d'abord, le peuple argentin a appris que les dirigeants doivent être raisonnables et nous avons appris à nos dépens que le populisme engendre la pauvreté. Cela implique, quand on parle de l'énergie par exemple, que l'énergie ne peut pas être gratuite et que l'accès à une énergie sûre n'est pas un droit. Ensuite, je ne dirais pas que ce soit le cas des politiciens en général, mais en tant que pays, nous avons appris à nos dépens que nous devons gagner en crédibilité et établir des cadres juridiques rigides pour attirer les investissements et que nous devons honorer nos promesses en matière de réglementation. La question est de savoir si nous parviendrons à convaincre la communauté internationale d'apporter de l'argent à l'Argentine et je pense que le président Milei a au moins remis l'Argentine sur la scène internationale. Nous verrons ce qui se passera.

Jean Abiteboul, président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX: TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

J'ai trois remarques. Premièrement, nous avons besoin d'un marché du carbone, qui est le point de départ de tout. Deuxièmement, nos besoins énergétiques doivent se fonder sur des hypothèses réalistes. À moins que je ne me sois trompé, nous n'avons même pas évoqué l'IA et toute l'énergie nécessaire pour des choses comme les centres de données, qui, il me semble, représente un besoin énorme. J'ai lu des chiffres sur le nombre de centrales nucléaires dont nous aurions besoin pour alimenter les centres de données. Troisièmement, pour comparer des choses qui sont comparables entre les énergies renouvelables et les hydrocarbures, nous devons prendre en compte toute la chaîne, de la production à l'utilisation finale. Si nous ne prenons qu'une partie de la chaîne et disons que les énergies renouvelables émettent moins de carbone que le pétrole et le gaz, cela peut être vrai, mais nous devons aller de l'industrie minière au recyclage en passant par tout ce qui se trouve entre les deux et comparer des choses qui sont comparables.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Je pense que l'exemple de l'Argentine est très révélateur car l'une des premières mesures prises a été d'ajuster les prix de l'énergie aux niveaux du marché. Il est clair que nous connaissons encore dans le monde de nombreuses distorsions en raison des subventions pour les combustibles fossiles et des prix subventionnés de l'électricité, qui rendent les systèmes énergétiques inefficaces, ralentissent les investissements et pèsent lourdement sur les finances publiques, tout en soutenant, bien sûr, le charbon. Il pourrait être intéressant de voir ce qui va se passer. Tesla a dit aux Indonésiens qu'ils ne construiraient pas une usine automobile de 5 milliards de dollars dans ce pays car il y a trop de charbon dans le système. Voyons s'ils vont de l'avant et en construisent une en Argentine l'année prochaine, ce qui serait une belle récompense pour une politique énergétique plus saine.

Majdi Abed, directeur des Relations institutionnelles internationales chez TotalEnergies

Je dirais qu'il faut dire la vérité aux gens. On essaie toujours d'expliquer que la transition ne peut pas se faire en un ou deux ans, qu'elle prendra du temps. Ce message, peut-être pas partout, n'est pas vraiment compris. Cela prend du temps, la transition ne se fera pas de la même façon pour tout le monde, on n'a pas les mêmes besoins ni les mêmes priorités dans les pays du Sud, en Afrique ou dans d'autres pays. Cependant, nous sommes toujours sur la même planète. Il faut donc travailler ensemble, dire la vérité, dire que cela va prendre du temps et coûter de l'argent, et d'une manière ou d'une autre mettre les gens face à leurs contradictions. Les gens veulent des énergies renouvelables, mais ils les veulent bon marché et ne veulent pas les voir ou les avoir à côté de chez eux. Il faut dire que cela va coûter cher et que nous allons avoir besoin de pétrole et de gaz pendant un certain temps et, comme nous l'avons dit, cela ne va pas se faire rapidement.

Valérie Ducrot

Je pense que nous avons eu une discussion très intéressante et il faudra bien sûr donner suite à ce qui a été dit. Je vous remercie.